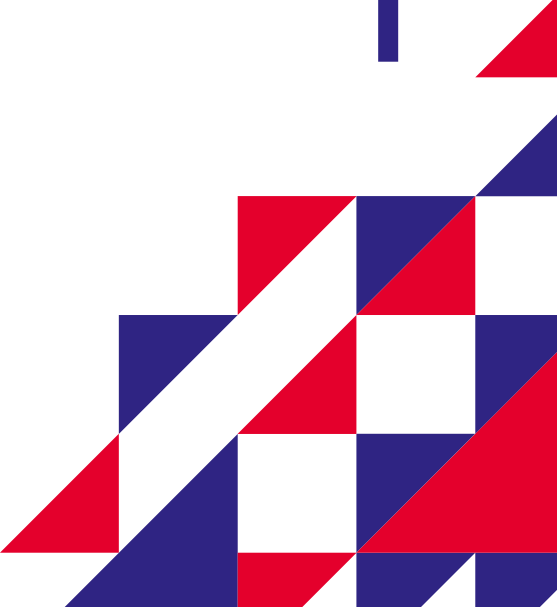
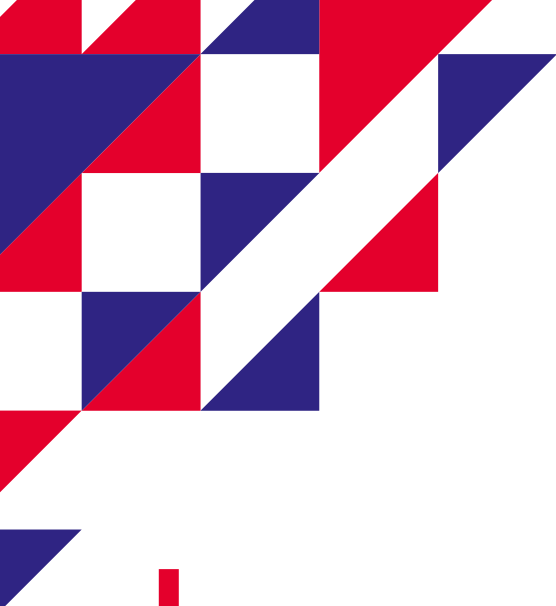




LIVRE BLANC MUNICIPALES 2026

PLACER L'ÉCONOMIE
AU CŒUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES
EN MOSELLE



Favoriser le dialogue entre les élus locaux
et les entreprises en Moselle.



SOMMAIRE

1

INTRODUCTION

2

ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

3

FISCALITÉ LOCALE ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

4

MOBILITÉS

5

LOGEMENT ET FONCIER

6

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

7

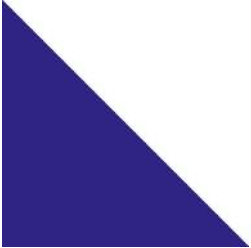
TRANSITION ÉCOLOGIQUE

8

SÉCURITÉ

9

CONCLUSION



INTRODUCTION

Les attentes des entreprises pour des territoires mosellans attractifs, compétitifs et créateurs d'emplois.

Les élections municipales de 2026 constituent un moment déterminant pour l'avenir économique des territoires mosellans. Les décisions locales en matière de fiscalité, d'urbanisme, de mobilité, de logement, de foncier ou encore de procédures administratives ont un impact direct et quotidien sur la capacité des entreprises à investir, recruter et se développer.

Forte de son ancrage territorial et de son rôle d'organisation patronale interprofessionnelle, l'Union des Entreprises de Moselle (UE57) a souhaité formaliser, à travers ce Livre blanc, les attentes et propositions des entreprises mosellanes. Cette contribution s'inscrit dans la continuité des travaux déjà menés par l'UE57, notamment auprès de l'Eurométropole de Metz, et s'appuie sur une enquête récente réalisée auprès de ses adhérents.

Ce Livre blanc n'a pas vocation à soutenir un programme ou une liste. Il vise à éclairer le débat municipal par une lecture économique au service de l'intérêt général et de l'emploi local.

Les décisions municipales et intercommunales façonnent directement l'environnement économique : fiscalité locale, urbanisme, mobilité, logement, procédures administratives, sécurité, foncier.

Ce Livre blanc s'appuie sur une enquête réalisée auprès des entreprises mosellanes. Cette enquête a permis d'identifier leurs priorités à l'échelle locale. Les réponses recueillies reflètent la diversité du tissu économique mosellan (TPE, PME, entreprises de services, industrie, commerce). Il est nécessaire de soutenir les entreprises, protéger l'emploi et encourager l'innovation pour nos territoires et que nos villes soient attractives.

Un maire doit être à l'écoute des entreprises, comprendre les enjeux, dynamiser et agir comme un facilitateur du développement économique.



ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE : FAIRE DES TERRITOIRES DES TERRITOIRES « BUSINESS FRIENDLY »

Ce que disent les entreprises

Diriez-vous que votre environnement local est favorable à la croissance entreprise, les chefs d'entreprises et dirigeants répondent ?

43 % PLUTÔT OUI
3 % OUI
34 % PLUTÔT NON
20 % CLAIREMENT NON

Une majorité d'entreprises estime que l'environnement local n'est pas suffisamment favorable à la croissance. Les dirigeants pointent un manque de visibilité sur les stratégies économiques locales et une concurrence accrue entre territoires, notamment transfrontaliers. Les villes et les communes doivent jouer un rôle dans l'attractivité économique et prendre conscience que l'économie de leur ville repose sur les entreprises présentes. Alors même que nous sommes sur un territoire d'industrie et d'activités économiques fortes, les entreprises ne ressentent pas suffisamment de soutien dans leur environnement et certaines considèrent même que leur maire est indifférent aux réalités économiques.

Enjeux

- Attirer et retenir les entreprises,
- Sécuriser l'investissement local,
- Renforcer l'image économique des territoires.

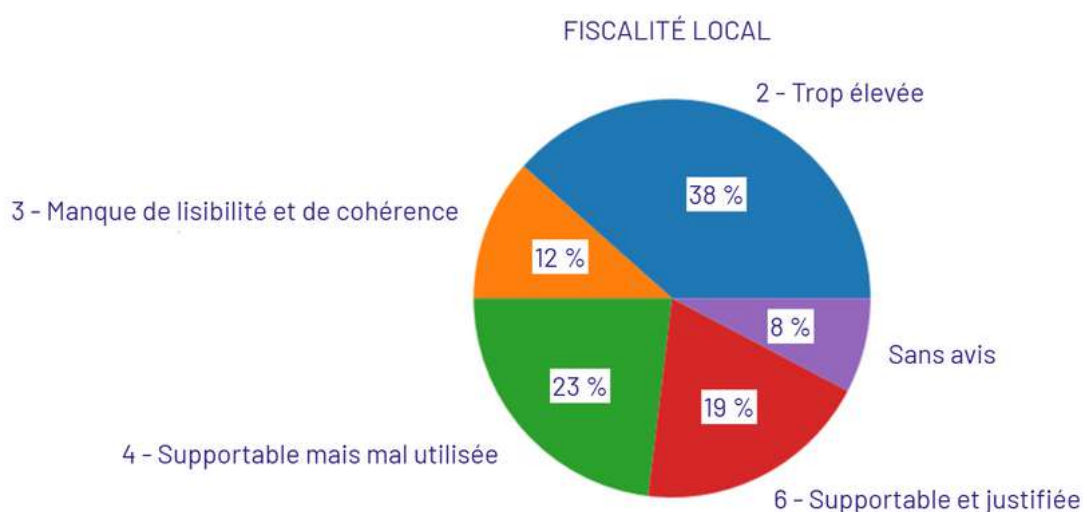
Propositions UE57

- Affirmer une stratégie économique territoriale lisible et assumée,
- Favoriser les marchés publics intégrant les entreprises locales,
- Positionner les collectivités comme partenaires du développement économique,
- Valoriser les filières d'excellence et les savoir-faire locaux,
- Mettre en place un dialogue économique régulier et structuré avec les entreprises,
- Assumer que les entreprises soient aussi un levier d'attractivité du territoire,
- Faciliter l'accueil et l'intégration des talents et des nouveaux salariés des entreprises locales sur le territoire,
- Mettre en œuvre un soutien aux structures d'innovation et d'enseignement,
- Accompagner les start-up et projets innovants.

FISCALITÉ LOCALE ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES

Ce que disent les entreprises

Quelle est votre perception de la fiscalité locale dans son ensemble (taxe foncière, CFE, stationnement, versement mobilité, redevances, etc.) ?



L'enquête révèle une fiscalité locale perçue comme trop élevée ou insuffisamment lisible, ainsi que des procédures administratives jugées complexes et lentes. Plus d'une entreprise sur deux indique avoir déjà vu un projet ralenti ou empêché par des décisions ou des délais administratifs. La lenteur et la complexité des démarches administratives sont perçues comme un réel frein pour les entreprises. Les entreprises relèvent aussi leurs difficultés à accéder au bon interlocuteur et aux bonnes informations.

Enjeux

- Un cadre fiscal clair et prévisible pour sécuriser la visibilité des entreprises
- Réduction des délais administratifs
- Sécurisation des projets économiques

Propositions UE57

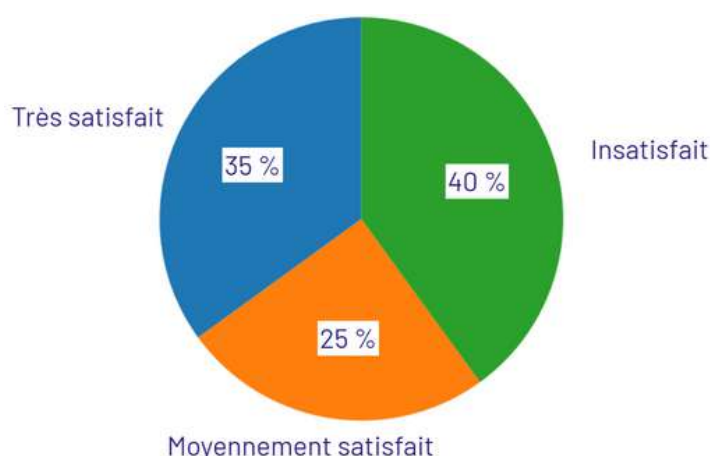
- Garantir la stabilité et la prévisibilité de la fiscalité locale (pas d'augmentation des impôts de production : VM, CFE, Taxe foncière, ...),
- Rationnaliser et optimiser l'organisation des services publics pour gagner en efficacité et en qualité de services,
- Subordonner toute hausse d'impôts à une consultation préalable des entreprises ainsi qu'à la réalisation d'une étude d'impact,
- Limiter les délais administratifs, notamment pour les projets d'implantation d'entreprises,
- Désigner un interlocuteur économique unique dans chaque collectivité pour centraliser et faciliter les démarches,
- Accélérer la digitalisation et simplifier les démarches administratives.

MOBILITÉS : UN FACTEUR DE COMPÉTITIVITÉ ET DE QUALITÉ DE VIE

Ce que disent les entreprises

Les difficultés de mobilité constituent un frein majeur au développement des entreprises : accès aux zones d'activités, congestion routière et inadéquation des transports collectifs avec les horaires de travail. La mobilité est identifiée comme une priorité d'action par une part significative des répondants d'autant plus que cette mobilité est quasi-exclusivement financée par les entreprises.

Comment évaluez-vous le niveau des infrastructures de transport sur votre territoire ?



Enjeux

- Réduction des temps de déplacement
- Accessibilité des zones d'activités
- Sécurisation des trajets domicile-travail

Propositions UE57

- Élaborer un plan mobilités des zones d'activités,
- Fluidifier les axes structurants et améliorer le stationnement,
- Adapter l'offre de transports collectifs aux réalités du travail,
- Moduler le versement mobilité en fonction de l'accès des salariés des entreprises contributrices aux moyens de transport disponibles,
- Renforcer la logistique urbaine,
- Associer systématiquement les entreprises aux projets impactant la mobilité (travaux, réorganisations, ...).

LOGEMENT ET FONCIER : DES LEVIERS D'ATTRACTIVITÉ ET DE RECRUTEMENT

Vos salariés rencontrent-ils des difficultés pour se loger à proximité de votre entreprise ?

46 % RÉPONDENT OUI
26 % RÉPONDENT PARFOIS
28 % RÉPONDENT NON

Ce que disent les entreprises

Près des trois quarts des entreprises déclarent rencontrer, au moins ponctuellement, des difficultés de logement pour leurs salariés. La crise du logement n'est pas seulement sociale. Elle peut sur certains secteurs être un frein majeur à l'implantation des entreprises.

La rareté et le coût du foncier économique sont également identifiés comme des freins au développement. Il est indispensable que les entreprises puissent accéder à du foncier à des coûts accessibles et éviter la spéculation immobilière.

Enjeux

- Faciliter le recrutement et la fidélisation,
- Restaurer la capacité à loger les salariés qui travaillent sur nos territoires,
- Garantir l'accès au foncier économique pour le développement des entreprises,
- Simplifier les transformations des locaux professionnels,
- Concilier sobriété foncière et développement.

Propositions UE57

- Mettre en œuvre une politique de logement des travailleurs du territoire et favoriser les logements intermédiaires,
- Réduire les délais d'instruction des projets immobiliers pour des logements abordables,
- Requalifier les friches et optimiser les zones existantes,
- Réserver du foncier aux entreprises pour permettre leur développement ou leur installation,
- Faciliter la construction de logement à proximité des bassins d'emploi,
- Limiter les zones exclusivement résidentielles,
- Reconversion du foncier économique.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : CONSTRUIRE DES PROJETS ÉQUILIBRÉS ET DURABLES

Est-ce que des projets de développement économiques ont déjà été empêchés par des décisions administratives ?

NON, JAMAIS : 43,3 %
OUI, PLUSIEURS FOIS : 36,7 %
OUI, UNE FOIS : 20,0 %

Ce que disent les entreprises

Les projets d'aménagement sont parfois perçus comme insuffisamment concertés et déconnectés de leurs impacts économiques.

Certaines entreprises jugent que les élus locaux ne favorisent pas les entreprises dans leur aménagement du territoire. Ils considèrent que les élus valorisent le logement plutôt que les entreprises.

Plus de la moitié des chefs d'entreprise interrogés considèrent avoir été au moins une fois empêchés de se développer à causes de décisions administratives.

Enjeux

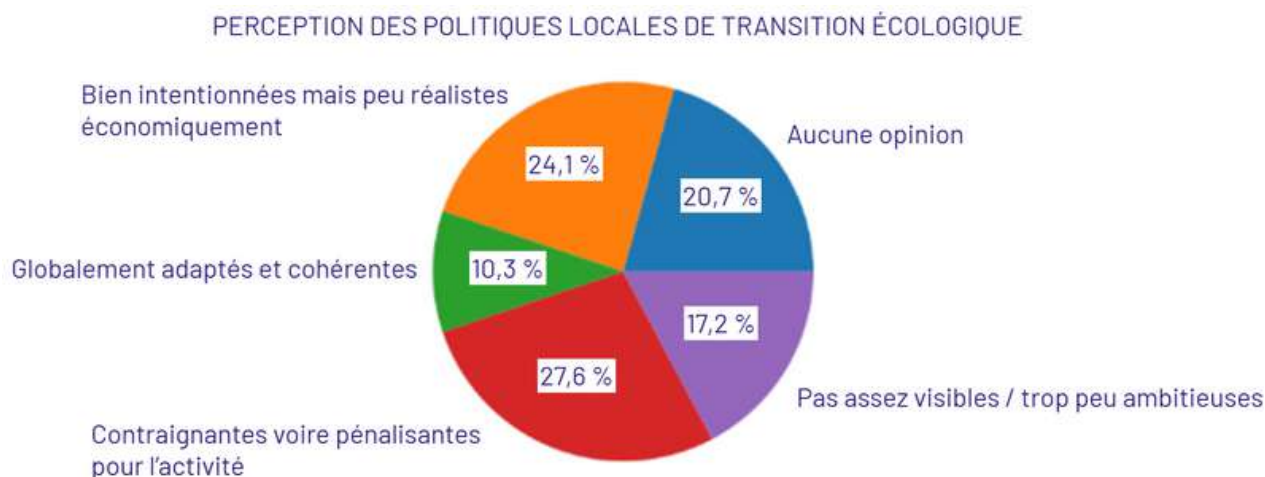
- Cohérence entre urbanisme, emploi et mobilités,
- Acceptabilité des projets,
- Qualité de vie et performance économique.

Propositions UE57

- Associer les entreprises en amont des projets d'aménagement
- Développer des zones mixtes conciliant activités, logements et services
- Inscrire la transition écologique dans une logique économiquement soutenable

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Est-ce que des projets de développement économiques ont déjà été empêchés par des décisions administratives ?



Ce que disent les entreprises

24% des entreprises considèrent que les politiques locales de transition écologique sont bien intentionnées mais peu réalistes économiquement et 27 % les trouvent contraignantes voire pénalisantes pour l'activité. 17% considèrent que ces politiques ne sont pas assez visibles ou pas assez ambitieuses.

Globalement, les chefs d'entreprise considèrent que la transition écologique au sein des entreprises n'est pas bien accompagnée par les politiques locales.

Les entreprises ne rejettent pas la transition écologique mais ont le sentiment de la subir sans concertation en amont.

Enjeux

- Plus de dialogue avec les entreprises
- Investissement dans les énergies renouvelables locales
- Soutien financier à la transition énergétique des entreprises
- Politique de transition écologique économiquement réaliste

Propositions UE57

- Instaurer un conseil associant les entreprises et collectivités
- Intégrer les entreprises et réaliser des études d'impact avant de fixer des règles (ENR, ZFE, ZAN...)
- Créer un fonds local de soutien à l'investissement vert (mobilités propres, efficacités énergétiques, ...)
- Mesurer et valoriser les efforts des entreprises du territoire (label, réductions fiscales, accès prioritaire aux marchés, ...)

SÉCURITÉ

Les enjeux de sécurité ont-ils un impact sur votre activité ?

52 % OUI
28 % OUI, MODÉRÉMENT
15 % NON
5 % SANS AVIS

Ce que disent les entreprises

80% des entreprises considèrent que la sécurité impacte leur activité. Les entreprises subissent des vols et des dégradations mais les incivilités et l'insécurité autour des locaux de travail qui sont mis en avant.

La sécurité est perçue comme un levier d'attractivité économique, de qualité de vie au travail et de compétitivité territoriale.

Enjeux

- Sécuriser les sites et éviter les coûts supplémentaires
- Rassurer les salariés

Propositions UE57

- Renforcer la présence policière visible
- Prioriser la sécurité des zones d'activités économiques
- Mettre en place des canaux d'alerte simples pour les entreprises
- Développer la vidéo surveillance sur les zones d'activités économiques
- Faire de la revitalisation des centres-villes une priorité
- Faciliter la médiation sur les zones de tension

CONCLUSION

À travers ce Livre blanc, l'Union des Entreprises de Moselle propose une grille de lecture économique et territoriale destinée à nourrir le débat municipal de 2026. Les entreprises ne demandent pas des avantages particuliers, mais un cadre stable, lisible et performant.

Il nous semble important que les entreprises soient intégrées dans l'élaboration des projets stratégiques en amont. Une meilleure articulation entre politiques publiques et réalités économiques est indispensable.

Des études d'impact économique pour toute politique publique locale devraient être mise en place de manière automatique.

Les élus locaux ont un rôle déterminant à jouer dans l'économie des entreprises du territoire.

L'UE57 se tient aux côtés des élus locaux pour construire des territoires attractifs, compétitifs et créateurs d'emplois, dans un esprit de dialogue, de responsabilité et de co-construction.



**NOUS VOUS REMERCIONS POUR
VOTRE ATTENTION !**

CONTACT

Union des Entreprises de Moselle (UE57)
André Bousser, Président
Cécile Castro-Carrère, Directrice générale
03 87 74 73 30
48 Place Mazelle, 57 000 METZ
contact@ue-57.fr
<https://www.ue-57.fr>

